Résumé de la décision relative à M. Michel LABORY :

« Au cours de sa garde à vue dans les locaux de la Gendarmerie nationale, M. Michel LABORY, titulaire d'une licence délivrée par la Fédération française de cyclisme, a été soumis à un contrôle antidopage, effectué le 6 mars 2012 à Rezé (Loire-Atlantique). Selon un rapport établi le 22 mars 2012 par le Département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage, les analyses effectuées ont fait ressortir la présence de 19-norandrosterone, à une concentration supérieure à 15 nanogrammes par millilitre.

Par une décision du 15 mai 2012, l'organe disciplinaire de première instance de lutte contre le dopage de la Fédération française de cyclisme a décidé d'infliger à M. LABORY la sanction de l'interdiction de participer pendant deux ans aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par cette fédération.

Par une décision du 11 octobre 2012, l'Agence française de lutte contre le dopage, qui s'était saisie le 14 juin 2012 sur le fondement des dispositions du 4° de l'article L.232-22 du code du sport, a décidé d'étendre la sanction prononcée par l'organe disciplinaire de première instance de lutte contre le dopage de la Fédération française de cyclisme, pour son reliquat restant à purger, aux activités de M. LABORY relevant des autres fédérations sportives françaises. La décision prendra effet à compter de la date de sa notification à l'intéressé. »

N.B. : la décision a été notifiée par lettre recommandée au sportif le 31 octobre 2012, ce dernier ayant accusé réception de ce courrier le **3 novembre 2012**. M. LABORY est suspendu jusqu'au **4 juin 2014 inclus**, date d'expiration de la décision fédérale du 15 mai 2012 susmentionnée.

Résumé de la décision relative à M. Marcel GUILLOU :

« Au cours de sa garde à vue dans les locaux de la Gendarmerie nationale, M. Marcel GUILLOU, a été soumis à un contrôle antidopage, effectué le 6 mars 2012 à Rezé (Loire-Atlantique). Selon un rapport établi le 22 mars 2012 par le Département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage, les analyses effectuées ont fait ressortir la présence d'hydrochlorothiazide.

Par un courrier daté du 17 avril 2012, la Fédération Française de Cyclisme a informé l'Agence que M. GUILLOU n'était pas titulaire d'une licence délivrée par cette fédération.

Par une décision du 11 octobre 2012, l'Agence française de lutte contre le dopage, saisie de ces faits sur le fondement des dispositions du 1° de l'article L.232-22 du code du sport, en application desquelles elle est compétente pour infliger des sanctions disciplinaires aux personnes non licenciées des fédérations sportives françaises, a décidé de prononcer à l'encontre de M. GUILLOU la sanction de l'interdiction de participer pendant un an aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par la Fédération française de cyclisme, par la Fédération française de triathlon, par la Fédération française du sport d'entreprise, par la Fédération sportive et gymnique du travail et par l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique. La décision prend effet à compter de la date de sa notification à l'intéressé. »

N.B. : la décision a été notifiée par lettre recommandée au sportif le 5 novembre 2012, ce dernier ayant accusé réception de ce courrier le **6 novembre 2012**. M. GUILLOU sera suspendu jusqu'au **5 novembre 2013 inclus**.